



LIFE-AR

LDC Initiative for Effective
Adaptation and Resilience



UGANDA

Privilégier les approches
participatives et le renforcement
des systèmes locaux pour
améliorer la résilience

Présentation de LIFE-AR

L'initiative des pays les moins avancés (PMA) pour une adaptation et une résilience efficaces (LIFE-AR) vise à la réalisation de la vision 2050 des PMA pour un avenir résilient au changement climatique.

Pilotée par les PMA, LIFE-AR encourage un changement dans la priorisation, le financement, la coordination et l'évaluation des réponses climatiques. LIFE-AR cherche à développer des interventions et des investissements à long terme en matière d'adaptation climatique, et travaille avec les gouvernements pour renforcer durablement les institutions nationales et locales, les systèmes et les capacités. L'objectif est, en démontrant l'efficacité de cette approche, d'influencer sur l'architecture de la finance climatique afin de permettre un accès direct aux PMA.

LIFE-AR s'inscrit dans les principes de l'adaptation menée au niveau local et développe des mécanismes pour la prise en compte des besoins spécifiques des communautés locales qui permettent d'enrichir les plans nationaux et régionaux d'adaptation et les contributions déterminées au niveau national (CDN).

LIFE-AR en Ouganda

L'Ouganda adhère à LIFE-AR en 2019, et s'est engagée à ce que 70 % du financement climatique dans le cadre de LIFE-AR soient investis dans les priorités communautaires. L'Ouganda pilote le mécanisme de financement climatique décentralisé (DCF), en cohérence avec sa structure de gouvernance décentralisée et s'appuyant sur les politiques et les cadres juridiques nationaux. Le mécanisme DCF est mis en œuvre selon une approche décennale échelonnée, dans le but d'atteindre une couverture nationale dès la 11^e année.

Il est construit autour de quatre volets principaux :

- **Fonds pour la résilience climatique** : Le DCF intègre le financement climatique dans les systèmes des administrations locales tout en respectant les normes nationales en matière de finances publiques. Les notifications budgétaires préalables soutiennent la planification et le suivi est assuré par la communauté.
- **Institutions de planification participative** : Le DCF applique la subsidiarité, avec une prise de décisions par et avec les communautés. Il renforce les comités climatiques des paroisses, des arrondissements et des districts pour mener une planification inclusive, harmonisée et transparente, s'appuyant sur l'inclusion des femmes et d'autres groupes vulnérables et d'intérêts spéciaux.
- **Information climatique et planification de la résilience** : Le DCF met l'accent sur l'utilisation de l'information climatique et intègre des outils de planification de la résilience dans les plans et budgets des administrations locales.
- **Suivi, évaluation et apprentissage** : Les systèmes nationaux et locaux de suivi-évaluation sont renforcés, favorisant l'apprentissage et la redevabilité.

Respect des priorités nationales de l'Ouganda en matière d'adaptation et de résilience

La Vision 2040 fixe l'ambition d'une économie résiliente et durable, tandis que le PND IV (2025-2030) traduit cette vision en priorités concrètes, comme l'adaptation au changement climatique, la gestion durable des ressources naturelles et le renforcement des cadres institutionnels. Le DCF de LIFE-AR fait progresser ces objectifs stratégiques en promouvant une action climatique inclusive et locale.

La politique nationale de lutte contre le changement climatique (2015) guide le pays vers un développement résilient et à faible émission de carbone, intégrant le changement climatique dans les processus de planification. Grâce au financement des priorités d'adaptation définies au niveau local et au renforcement des capacités institutionnelles, LIFE-AR contribue à ces objectifs tout en renforçant le cadre de gouvernance climatique en Ouganda.

La loi portant sur la lutte contre le changement climatique (2021) établit l'architecture de gouvernance, mettant l'accent sur la décentralisation, l'accès au financement climatique et le rôle des administrations locales dans l'adaptation. Les structures de gouvernance climatique des administrations locales ont été opérationnalisées par LIFE-AR par l'intermédiaire des comités paroissiaux sur le changement climatique.

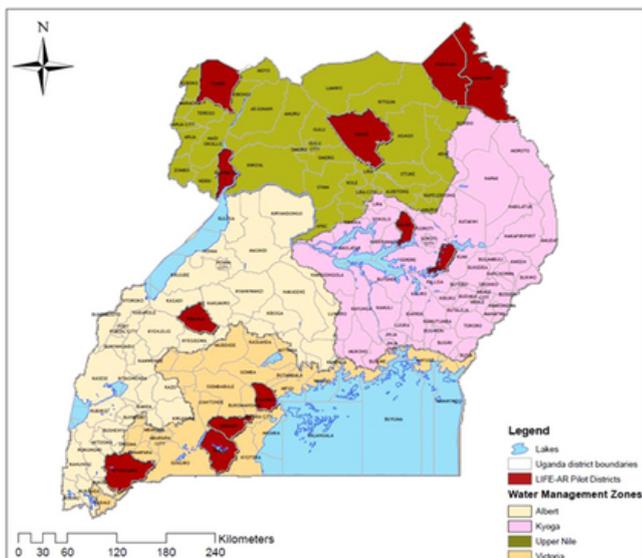
La contribution déterminée au niveau national de l'Ouganda (2022) fixe l'objectif de réduire les émissions de GES de 24,7 % d'ici à l'horizon 2030, en privilégiant des secteurs tels que l'agriculture, l'eau, les forêts, les infrastructures et la santé, avec une forte emphase sur l'équité homme-femme et l'inclusion.

L'Ouganda a choisi 12 districts pilotes pour la phase initiale, et chaque district a mis en place un sous-comté et trois paroisses pour procéder à l'essai du mécanisme d'exécution. Ce choix a été guidé par un ensemble complet de critères mettant l'accent sur la représentativité dans les quatre zones de gestion hydraulique (ZGH) du pays.

Choix des districts	Choix des paroisses
<ul style="list-style-type: none"> • Survenance d'un danger climatique • Vulnérabilité au changement climatique • Genre et équité • Représentativité équitable des Zones de gestion hydraulique du pays 	<ul style="list-style-type: none"> • Survenance d'un danger climatique • Vulnérabilité au changement climatique • Population existante • Interventions existantes en matière de changement climatique • Violence basée sur le genre

Sur la base des critères ci-dessus, les 12 districts choisis comprennent Kibaale et Pakwach dans la ZGH d'Albert ; Kaabong, Karenga, Kalaki et Ng'ora dans la ZGH de Kyoga ; Pader et Yumbe dans la ZGH du Haut-Nil ; ainsi que Kalungu, Rakai, Ntungamo et Lwengo dans la ZGH de Victoria.

L'Ouganda a adopté une approche progressive pour le déploiement du mécanisme d'exécution, en commençant par 4 districts, 1 par ZGH, la première année, et les autres districts commenceront la mise en œuvre les années suivantes sous réserve de disponibilité des fonds. Chaque paroisse reçoit une allocation de 170 millions d'UGX, avec des fonds supplémentaires pour le renforcement institutionnel.



Carte de l'Ouganda indiquant l'emplacement des 12 districts pilotes

Approche inclusive et participative à la définition et à la hiérarchisation des investissements

L'approche de l'Ouganda pour définir les investissements s'appuie sur :

- **Évaluations des risques et de la vulnérabilité climatiques (ERVC)** à l'échelle des districts, avec l'identification des risques et dangers climatiques, ainsi que des atouts communautaires, afin de générer des indices de vulnérabilité pour donner la priorité aux paroisses les plus à risque.
- **Concertations communautaires** menées par les Comités paroissiaux et soutenues par les autorités du district. À l'aide de la boîte à outils Pamoja Voices intégrant l'égalité des genres et l'inclusion sociale (EGSI), ces concertations permettent de garantir la participation des femmes, des jeunes, des personnes âgées, des personnes handicapées et d'autres couches marginalisées.
- **Sensibilisation préalable des communautés** aux financements disponibles permettant d'assurer un dialogue éclairé, la responsabilisation et la transparence.
- **Hierarchisation des investissements** d'adaptation et de résilience suggérés par la communauté par ordre de priorité par les comités paroissiaux à l'aide des critères énoncés dans les lignes directrices de mise en œuvre du financement climatique décentralisé.



Classement des investissements par ordre de priorité, Kibaale



Consultation des communautés sur les investissements, Pader

Kaabong

Risques climatiques : faiblesses et irrégularité des précipitations, hausse des températures, stress thermique, sécheresses.
Secteurs : infrastructures, hydraulique, agroforesterie, renforcement des capacités

Kaabong est un district pastoral et agro-pastoral situé dans une région semi-aride du nord-est de l'Ouganda, abritant une population d'environ 216 000 habitants (dont 51,8 % de femmes). La majorité de la population appartient à la communauté Dodoth, dont l'élevage et l'agriculture constituent les principaux moyens de subsistance. Le district est confronté à la faiblesse et à l'irrégularité des précipitations ainsi qu'à la hausse des températures, exacerbant le stress thermique et la sécheresse. Environ 30 % des réservoirs de la vallée ne sont pas fonctionnels, ce qui entraîne une migration saisonnière, une concurrence transfrontalière et la dépendance vis-à-vis de sources polluées. Les ménages pastoraux et agro-pastoraux sont confrontés à des menaces croissantes liées à la perte de pâturages, aux maladies du bétail et à l'insécurité des revenus. Les femmes et les enfants sont particulièrement touchés, avec une exposition accrue aux risques sanitaires, la baisse des taux de scolarisation et les violences de genre. La sécheresse exacerbe le stress thermique tandis que la concurrence pour des ressources rares favorise le vol de bétail et l'insécurité au niveau régional.

UGX 568,000,000

- Construction et réhabilitation de **32 km de routes d'accès** pour améliorer la mobilité de 19 villages et l'accès aux services pendant la saison des pluies. Formations à l'entretien courant, au signalement des dommages, et coordination avec les autorités.
- Réalisation de **17 forages dans 3 paroisses** pour l'accès à l'eau à usage domestique et commercial. Formation de comités locaux avec un équilibre homme-femme pour superviser les opérations quotidiennes, surveiller la qualité de l'eau et gérer les activités d'entretien.
- **Aménagement de boisés d'une superficie de 19 hectares sur 3 paroisses** pour fournir d'une source durable de bois de chauffe et de produits ligneux et restaurer des terres et écosystèmes dégradés. Formation à la gestion des boisés, à la gouvernance et aux pratiques intelligentes face au climat, avec un appui particulier aux femmes et autres couches marginalisées.



2 367 habitants de paroisse bénéficient des routes d'accès, dont 1 847 employés dans la construction et la réhabilitation de routes.

16 950 (55 % de femmes, 45 % d'hommes) bénéficient de 17 forages

18 453 (55% de femmes, 45% d'hommes) bénéficient de l'aménagement des boisés



Inspection d'un site de forage



- Accès aux services tout au long de l'année (marchés, établissements scolaires, structures de santé)
- Amélioration de l'accès à une eau sûre et fiable pour un usage domestique et commercial
- Restauration des terres dégradées, augmentation du couvert forestier et réduction de la pression sur les forêts naturelles
- Amélioration des moyens de subsistance et des revenus grâce à l'emploi dans les pépinières, la gestion des boisés, la construction de routes et l'entretien des infrastructures hydrauliques
- Renforcement des capacités et de la gouvernance locales grâce à des formations inclusives

Kalungu

Risques climatiques : hausse des températures, sécheresses, irrégularité des précipitations, vents violents
Secteurs : hydraulique, agroforesterie, renforcement des capacités

District de Kalungu, dans le centre de l'Ouganda, a une population de 221 569 habitants (54 % de femmes). Le district dispose de terres fertiles et d'un fort potentiel agricole, mais la dépendance excessive à l'égard de la petite agriculture est menacée par les changements climatiques. La hausse des températures, les sécheresses prolongées, l'irrégularité des précipitations et les vents violents réduisent la productivité des cultures et du bétail, exacerbant l'insécurité alimentaire. Les défis liés au climat dégradent la qualité de l'eau, l'assainissement et l'hygiène, entraînant des épidémies d'origine hydrique. Les femmes, les filles et les éleveurs sont particulièrement touchés, car ils doivent parcourir de plus longues distances à la recherche d'eau et de pâturages pendant les périodes sèches. Kalungu fait face à des pressions environnementales croissantes, notamment la déforestation, la dégradation des terres et la perte de biodiversité, dues à l'expansion agricole, à l'extraction de bois de chauffe et à l'urbanisation.

UGX 568,000,000

- Construction d'un **réservoir communautaire** afin de faire face aux pénuries d'eau pendant les périodes de sécheresse et satisfaire les besoins domestiques et commerciaux. Mise en place d'un **système d'irrigation** avec une utilisation et une répartition équitables des avantages.
- Construction de **8 forages dans 3 paroisses** pour améliorer l'accès à une eau sûre et fiable. Mise en place et formations de **comités d'usagers de l'eau** pour améliorer l'entretien et la gouvernance.
- Développement de l'**agroforesterie** pour étendre le couvert forestier et fournir d'autres sources d'alimentation et de revenus. **Formations** à la sélection d'espèces climato-intelligentes, à la plantation, à l'entretien et au suivi continu.



10 villages voisins de Kalumaga, Kityaba, Kagongero, Serinya, Buwanda, Bukiri, Kigajju, Nansoko, Bugomola A et Bugomola B bénéficient de l'accès aux réservoirs d'eau
2 410 ménages dans 8 villages bénéficient de l'accès aux forages

- Amélioration de l'accès et la disponibilité en eau
- Amélioration de la productivité agricole et réduction de la dépendance vis-à-vis de l'agriculture pluviale
- Économies de temps et de main-d'œuvre pour les femmes et les filles, avec réduction des risques liés à la défloration, aux grossesses précoces et à l'absentéisme scolaire
- Réduction de la nécessité du nomadisme et des conflits fonciers qui en résultent



Vue aérienne de la paroisse de Kitti



Election du comité paroissial sur le changement climatique

Kibaale

Risques climatiques : périodes de sécheresse, précipitations plus abondantes, sécheresses, hausse des températures
Secteurs : infrastructures, énergie, eau, ressources naturelles/environnement

Le district de Kibaale, situé dans le centre-ouest de l'Ouganda, compte une population de 237 649 habitants (52,3 % de femmes), dépendant de l'agriculture de subsistance (bananes, tabac, café, maïs, haricots et thé). Des conditions météorologiques imprévisibles marquées par des précipitations plus abondantes, des périodes de sécheresse et des invasions fréquentes de ravageurs perturbent la production agricole et animale, menaçant la sécurité alimentaire dans le district. Les sécheresses et la hausse des températures ont appauvri les sources d'eau, et plus de 60 % des ressources hydrauliques du district sont exposées aux impacts des changements climatiques. Les femmes et les enfants sont obligés de parcourir de longues distances à la recherche d'eau et se contentent souvent de sources dangereuses avec une exposition accrue aux risques de maladies. La dégradation de l'environnement due à la déforestation, au recul des zones humides et à la perte de forêts accélère l'érosion des sols, la perte de biodiversité et la pénurie de bois de chauffe.

UGX 568,000,000

- Construction d'une **route d'accès de 28 km** pour améliorer l'accès aux marchés, écoles, et aux soins de santé.
- Construction de **15 forages dans 3 paroisses** afin d'assurer l'accès à l'eau pour un usage domestique et commercial.
- Mise en place de **systèmes de micro-irrigation** sur des parcelles de 0,4 hectare pour 10 ménages pour la production agricole.
- **Restauration des zones humides** par la replantation de papyrus et d'arbres indigènes avec délimitation d'une zone tampon pour promouvoir la conservation et améliorer les services écosystémiques.
- Construction de **fourneaux économes en énergie** pour réduire la déforestation, améliorer la santé des ménages particulièrement celle des femmes et des filles et réduire les émissions de GES.

12 490 personnes bénéficient des forages

10 ménages vivant à proximité des forages bénéficient de systèmes de micro-irrigation

400 foyers utilisent des fourneaux à économie d'énergie

1 666 personnes bénéficient des activités de restauration des zones humides

10 824 personnes bénéficient de la construction de la route d'accès



Forage d'un puit pour accès à l'eau

- Accès à l'eau potable tout au long de l'année
- Accroissement de la productivité agricole et des revenus des ménages
- Réduction du temps consacré par les femmes et les enfants à la recherche d'eau et de bois de chauffage
- Mobilité routière tout au long de l'année vers les services essentiels, réduisant les accidents et stimulant les échanges locaux et les opportunités économiques
- Opportunités d'emploi local et amélioration des compétences en matière d'entretien des routes, d'agriculture climatique intelligente, de conservation de la biodiversité et d'énergie propre



Pader

Risques climatiques : sécheresses, vagues de chaleur, tempêtes, inondations.

Secteurs : agriculture, infrastructures, eau, aquaculture, énergie, déchets, renforcement des capacités, gouvernance.

Le district de Pader, situé dans le nord-est de l'Ouganda, compte environ 240 000 personnes, dont plus de 90 % vivent de l'agriculture et de l'élevage. L'agriculture est confrontée à des difficultés en raison des phénomènes climatiques extrêmes tels que les sécheresses, les vagues de chaleur, les vents violents, les fortes tempêtes et les inondations. Ces conditions provoquent l'assèchement des cours d'eau, la fréquence des mauvaises récoltes, la détresse de l'élevage et des invasions répétées de ravageurs. Les systèmes de gestion de déchets sont dépassés par la croissance démographique et l'urbanisation. Les transports sont perturbés par des inondations fréquentes, limitant l'accès aux services sociaux et économiques essentiels. L'accès à l'eau potable demeure limité. La situation est exacerbée par la dégradation de l'environnement (déforestation, recul des zones humides, mauvaises pratiques agricoles et combustion du charbon de bois), par l'accélération de l'érosion des sols, de la perte de biodiversité et de la pénurie d'eau.

UGX 568,000,000

- Fourniture et distribution d'**arbres fruitiers et d'espèces ligneuses** résistant à la sécheresse
- Réalisation d'**infrastructures contre les inondations**
- Construction d'**un réservoir commun**
- Construction d'**étangs piscicoles et ensemencement** pour des avantages environnementaux, nutritionnels et économiques
- Réhabilitation d'**une route d'accès communautaire de 7,5 km**
- **Système d'irrigation à énergie solaire** pour l'horticulture, les pépinières, l'approvisionnement du bétail entre autre
- **Sensibilisation et renforcement des capacités**
- Appui aux **entreprises apicoles** familiales
- **6 points fixes et 18 points mobiles** de collecte pour le tri, la réduction, la réutilisation, le recyclage et le compostage des déchets.
- **Renforcement des structures de gouvernance et des cadres réglementaires**, y compris les règlements administratifs pour la fonctionnalité, l'efficacité et l'efficience des investissements
- **Structures de coopération** pour améliorer l'engagement communautaire, l'accès aux marchés et la durabilité.

1367 ménages dans 3 paroisses

pour l'agroforesterie et de la restauration des écosystèmes

310 ménages dans 7 villages pour l'amélioration des transports et des routes d'accès

20 à 50 ménages pour les installations hydrauliques à énergie solaire

- Approvisionnement en eau continu
- Accroissement de la production fruitière, des rendements agricoles et des revenus
- Amélioration de la fertilité des sols, du couvert forestier, de la biodiversité et de la résilience climatique
- Augmentation des revenus, renforcement de la sécurité alimentaire, des moyens de subsistance durables et des compétences en matière de pratiques climato-intelligentes
- Meilleure gestion des déchets et création d'emplois locaux
- Accès aux marchés, à l'enseignement et aux soins de santé
- Meilleure gestion des ressources, collaboration des parties prenantes et répartition équitable des avantages, renforcement de la coopération
- Accès accru aux services financiers et à la négociation collective pour les communautés



Route d'accès communautaire dans la paroisse de Kilim- Pader pendant la saison des pluies

Une approche de la résilience adaptative, participative et axée sur l'apprentissage

L'une des principales priorités de LIFE-AR est de veiller à ce qu'au moins 70 % du financement serve directement les priorités identifiées par les communautés. Pour atteindre cet objectif, l'Ouganda met en œuvre un mécanisme de financement climatique décentralisé (DCF), reposant sur son système de planification décentralisée. Avec une gouvernance inclusive et participative, l'approche DCF permet aux communautés d'identifier et de hiérarchiser leurs solutions d'adaptation, intégrées dans les plans de développement locaux. Grâce à des structures telles que les comités paroissiaux sur le changement climatique, à l'intégration des risques climatiques et de l'équité homme-femme dans la planification, ainsi qu'à la réalisation d'investissements concrets en faveur des communautés, l'Ouganda traduit les engagements climatiques de haut niveau en actions significatives.

Le déploiement progressif dans les districts pilotes représentatifs des zones de gestion de l'eau du pays démontre un engagement en faveur de l'équité, de la transparence et de l'apprentissage. Les évaluations des risques et de la vulnérabilité climatiques (ERVC) dans les districts pilotes de Kaabong, Kalungu, Kibaale et Pader mettent en évidence un enchevêtrement de défis complexes dans de multiples secteurs, aggravés par le changement climatique. En réponse, les communautés ont donné la priorité aux investissements dans les infrastructures hydrauliques, l'agriculture climato-intelligente, la réhabilitation des routes d'accès, l'agroforesterie, la restauration des écosystèmes et la gestion des déchets avec des avantages pour tous les secteurs et couches sociales.

LIFE-AR renforce les capacités institutionnelles et la gouvernance locale, jetant ainsi les bases du renforcement de la résilience à long terme. Les enseignements tirés des districts pilotes permettront de façonner la mise à l'échelle des 8 autres districts, permettant au mécanisme d'évoluer et de s'adapter à divers contextes. Cette approche adaptative, axée sur l'apprentissage, renforce la capacité de l'Ouganda à gérer les risques climatiques actuels et futurs tout en établissant des bases solides pour attirer des financements supplémentaires.



@LDC_LIFEAR



@life-ar.bsky.social



<https://www.linkedin.com/company/life-ar>



www.life-ar.org



L'initiative de long terme des PMA pour une adaptation et une résilience efficaces (LIFE-AR) a été créée et est pilotée par les PMA pour accroître la résilience climatique.

LIFE-AR est hébergée par l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED) et soutenue financièrement par le gouvernement du Royaume Uni, le Ministère du Changement Climatique et de l'Environnement du Canada, Irish Aid et la fondation QCF.